

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS88/3
9 septembre 1998

(98-3473)

Original: anglais

ÉTATS-UNIS - MESURE AFFECTANT LES MARCHÉS PUBLICS

Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes

La communication ci-après, datée du 8 septembre 1998, adressée par la Délégation permanente de la Commission européenne au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Les autorités communautaires m'ont chargé de demander l'établissement d'un groupe spécial conformément à l'article 6 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends et à l'article XXII de l'Accord sur les marchés publics (AMP) au sujet de la Loi du Massachusetts du 25 juin 1996, chapitre 130, §1, 1996 Mass. Acts 210, codifiée en tant que Mass. Gen. Laws, ch.7, §§ 22G-22M ("la Loi").

La Loi interdit aux organismes de l'État, aux autorités de l'État et aux autres entités de l'État de passer des marchés de produits et de services avec toute personne qui commerce actuellement avec l'Union du Myanmar (anciennement la Birmanie). Dans la pratique, une pénalité en matière de prix de 10 pour cent est automatiquement appliquée aux soumissions présentées par les entreprises qui sont réputées mener des activités commerciales dans l'Union du Myanmar ou avec celle-ci (ces entreprises figurent sur une liste d'achats soumis à restriction qui contient leurs noms, les entreprises qui ne figurent pas sur la liste mais qui sont réputées remplir les critères pour y être inscrites étant affectées de la même façon).

De ce fait, la Loi soumet la participation des fournisseurs aux procédures d'appel d'offres à des conditions qui sont contraires à la prescription énoncée à l'article VIII b) de l'AMP. En outre, en imposant une majoration de prix de 10 pour cent aux entreprises qui mènent des activités commerciales au Myanmar ou avec celui-ci, la Loi viole la prescription fondamentale de l'AMP énoncée, entre autres dispositions, à l'article XIII:4 b).

Par ailleurs, la Loi ne prévoit pas l'octroi, immédiatement et sans condition, aux fournisseurs des autres Parties qui offrent des produits ou services des Parties d'un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux services et fournisseurs nationaux et que celui qui est accordé aux services et fournisseurs de toute autre Partie. De plus, elle s'applique aux filiales à participation majoritaire des entreprises qui figurent sur la liste, ainsi qu'aux filiales à participation majoritaire des entreprises qui ont elles-mêmes des filiales à participation majoritaire qui remplissent les conditions pour être inscrites sur la liste. De ce fait, elle est contraire aux dispositions de l'article III, paragraphes 1 et 2, de l'AMP.

La Loi annule ou compromet également les avantages résultant pour les Communautés européennes ("CE") de l'AMP, en particulier du fait qu'elle limite l'accès des fournisseurs

./.

communautaires aux marchés passés par une entité infrafédérale visée par l'Accord sur les marchés publics d'une façon telle qu'elle entraîne une réduction *de facto* de l'offre infrafédérale des États-Unis faite dans le cadre de l'AMP.

Dans une communication datée du 20 juin 1997, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis en vue d'arriver à une solution mutuellement satisfaisante de la question. La demande a été distribuée dans le document WT/DS/88/1-GPA/D2/1 daté du 26 juin 1997.

Les consultations ont eu lieu à Genève les 22 juillet, 2 octobre et 17 décembre 1997. Elles ont permis d'avoir un échange de vues approfondi et de mieux comprendre les positions respectives, et ont porté également sur une modification éventuelle de la Loi, mais n'ont pas abouti à un règlement satisfaisant de la question.

En conséquence, les CE demandent que le groupe spécial examine cette mesure et constate qu'elle est contraire aux obligations découlant pour les États-Unis de l'AMP, en particulier ses articles III, VIII b), XIII:4 b) et XXII:2.

Les CE demandent que le groupe spécial soit doté du mandat indiqué à l'article XXII:4 de l'AMP.

Les CE souhaitent que cette question soit inscrite à l'ordre du jour de la réunion que l'Organe de règlement des différends tiendra le 22 septembre 1998.
